

# débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 207 - 13 novembre 2008

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Charles Boulay, Jean François Cabral,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

## Sommaire :

- Yes we can...
- La globalisation de la crise du capitalisme et le socialisme pour le XXI<sup>ème</sup> siècle

## Yes we can...

Le succès de Barak Obama est réjouissant, tant il exprime une sanction cinglante de la politique de Bush et des conservateurs, autant que la reconnaissance des décennies de lutte des noirs américains pour leurs droits. C'est bien pour cela que cette victoire, désaveu des politiques passées et présentes des classes dirigeantes américaines, recueille une large sympathie dans le monde entier.

« Historique », oui, cette élection l'est pour ces raisons, et aussi parce qu'elle intervient au moment où la politique des classes capitalistes, en particulier américaine, entraîne le monde entier dans une crise chronique, globalisée et mondialisée, sans précédent, qui oblige la bourgeoisie à chercher des solutions politiciennes nouvelles, même parmi celles qu'elle avait exclues pendant des décennies. Là est le paradoxe. Désaveu de la politique des classes dominantes, la victoire d'Obama reflète aussi leur capacité à intégrer dans leur propre jeu politique un fils des classes opprimées, esclaves, pour les servir. Wall Street a su faire de celui qui apparaissait comme le représentant des opprimés du monde entier son élu.

Là est aussi la contradiction.

Obama, avec plus de 65 millions de voix recueillies (6 millions de plus que Kerry en 2004), dont 66% des 18-29 ans, 56% des femmes, 95% des Noirs, 43% des Blancs, a en effet obtenu un vrai succès, tandis que l'électorat républicain a reculé de plus de 4 millions de voix, et que Mc Cain n'obtenait la majorité que dans les petites villes et secteurs ruraux, et parmi les plus de 60 ans.

Mais cette élection n'aurait pas été possible si Obama n'avait été adoubé par une large partie des classes dirigeantes, à travers la machinerie du Parti démocrate et par le biais du financement et des soutiens à sa campagne : 600 millions d'euros collectés (52% de plus qu'en 2004), soutien de George Soros, des patrons de Google, Times Warner, de Warren Buffet, l'homme le plus riche du monde qui déclarait cyniquement « *Si une lutte des classes se déroule en Amérique, ma classe en est clairement la gagnante* ». Pour cette classe, le job confié à Obama est clair : entretenir l'illusion que le rêve américain est toujours bien vivant, à l'heure où le capitalisme connaît la plus profonde crise de toute son histoire.

La situation des classes populaires est dramatique. La récession provoque une dégradation terrible des conditions de vie. Des dizaines de millions de travailleurs, de retraités, viennent de voir partir en fumée les économies de toute une vie, placées pour assurer une petite retraite. Des millions d'entre eux devront travailler dix ou vingt ans de plus. Plus de dix millions de personnes sont sans aucun travail. Rien qu'au mois d'octobre, 240 000 emplois ont été supprimés. Des millions d'Américains ont leur maison gagée, hypothéquée, ont été expulsés dans la crise des subprimes. Plus de quarante millions n'ont pas de couverture maladie. Pour les travailleurs et les classes populaires, Obama n'a rien dit de bien précis. Les promesses ont

été réservées au patronat, comme les aides aux entreprises (par exemple 25 milliards, peut-être 50, annoncés pour le secteur automobile). Et, à peine élu, il a tenu à multiplier les gestes à l'égard des républicains défaits et en pleins crise.

La contradiction s'exprime aussi sur le plan extérieur : comment donner l'impression de tourner la page de l'ère Bush, tout en continuant à défendre la domination de l'impérialisme. Dans la campagne, Obama a dû se démarquer de la politique guerrière de Bush en Irak et annoncer qu'il préparerait le retrait des troupes... tout en maintenant les bases américaines sur place ! Le ralliement en fin de campagne, du général républicain Colin Powell, dirigeant des équipes Bush, père et fils, lors des deux guerres du Golfe de 1991 et 2003, indique là-aussi qu'une partie des hauts sommets de l'Etat ont fait le choix de la carte Obama pour tenter d'incarner un changement. Mais l'illusion fera long feu au moment où l'impérialisme américain doit défendre son hégémonie, jamais aussi malmenée depuis 1991. Qu'Obama ait tenu à affirmer qu'il poursuivrait la « *guerre contre le terrorisme* » notamment en Afghanistan et le renforcement de la puissance militaire américaine éclaire sur la crédibilité du changement annoncé...

Obama s'est imposé dans son propre camp, comme face aux républicains, du fait de la faillite des politiques tant de Clinton que de Bush, de leur rejet par l'opinion populaire, dans le même temps que la grande bourgeoisie a su faire le choix de le soutenir. Il a certes été élu d'abord et avant tout du fait du rejet du populisme réactionnaire de Bush, son idéologie religieuse du « *bien contre le mal* », de la « *guerre sans limites* », comme du libéralisme sans limite. Mais il a gagné aussi parce qu'il a su s'imposer face à Hilary Clinton.

Paradoxe et contradiction : confrontées au discrédit de leur propre establishment politique, les classes dominantes américaines ont su faire le choix, pour reprendre la main, de faire élire Obama, seul susceptible de donner crédit, tant sur le plan intérieur que vis-à-vis des peuples du monde entier, à ce qui n'est plus, pour l'essentiel, qu'une illusion, le rêve américain. « *Si jamais quelqu'un doute encore que l'Amérique est un endroit où tout est possible, qui se demande si le rêve de nos pères fondateurs est toujours vivant, qui doute encore du pouvoir de notre démocratie, la réponse lui est donnée ce soir* » déclarait-il le soir de son élection.

C'est pour cela qu'il a été choisi par les classes dirigeantes et que toute sa campagne a été menée sur le thème du volontarisme, « *yes we can* », et du changement, « *the change we need* », ou le plus tempéré « *the change we can believe in* » (le changement auquel nous pouvons croire).

D'une certaine façon, cette phraséologie du changement reflète une réalité, en phase avec la situation historique tout à fait nouvelle que nous vivons.

La bourgeoisie cherche des issues à la crise globale de son propre système où, pour la première fois depuis la chute du mur, elle apparaît comme l'unique responsable ne pouvant plus en renvoyer la responsabilité sur l'URSS, bouc émissaire tout désigné. Alors elle doit trouver de nouvelles ressources pour tenter de donner quelque légitimité à sa domination sur le monde.

Elle inaugure un nouveau libéralisme d'Etat, où l'argent public est mobilisé à une échelle jamais atteinte pour sauver la finance et l'industrie, et c'est bien dans cette perspective que s'inscrivent Obama et le Parti démocrate qui exigent dès maintenant de nouveaux plans, dans la continuité du plan de sauvetage de la finance de 700 milliards qu'ils ont voté avec les républicains. Ni l'un ni l'autre de ces deux partis, pas plus que leurs commanditaires, ne savent ce que donnera cette politique de renflouement à fonds perdus, ni jusqu'où conduira la crise mondiale du capitalisme. Les classes dominantes sont dans l'incertitude, elles ne peuvent plus diriger avec leur vieux personnel pour affronter la crise politique qu'engendre la crise économique qui, l'une et l'autre, n'en sont qu'à leur début.

Pendant sa campagne, Obama a répété d'autant plus calmement « *Obama, no drama* » qu'il sait bien que la situation qui l'attend est d'une instabilité extrême. Dans cette situation nouvelle, il essaiera de donner le change avec un nouveau discours, voire de nouvelles mesures, mais au service d'une vieille classe faillie. A peine lancé, le libéralisme d'Etat suscite déjà l'écœurement et la colère de voir des centaines de milliards offerts aux fauteurs de crise, quand les besoins sociaux élémentaires restent insatisfaits. Les contradictions sont au cœur du système, maintenant elles atteignent tous les niveaux, jusqu'aux sommets du pouvoir de la première puissance mondiale. Elles déséquilibrent les rapports politiques et sociaux, ouvrent des possibilités parce qu'elles révèlent les faiblesses des classes dominantes.

Mais pour que la situation nouvelle leur soit favorable, les travailleurs, les classes populaires, ne pourront compter que sur les nouvelles possibilités qu'ils sauront créer eux-mêmes de la même façon que les noirs américains ont conquis leurs droits, par en bas.

A la fin de la campagne, des milliers de travailleurs de Boeing s'étaient engagés dans une longue lutte pour imposer une augmentation des salaires et des retraites de 15% sur quatre ans. Ils ont gagné après 57 jours de grève, le 1<sup>er</sup> novembre, quelques jours avant la victoire d'Obama. Beaucoup parmi eux ont voté pour lui, mais ils ont aussi pris leurs affaires en main par la grève.

C'est de là que viendront réellement les nouvelles perspectives, pour les travailleurs comme pour les peuples, de la capacité à se mobiliser, s'organiser, pour changer le rapport des forces en intervenant directement sur le terrain politique pour défendre leurs intérêts de classe dans une perspective socialiste et révolutionnaire. Yes, we can.

**Franck Coleman**

[Retour au sommaire](#)

## La globalisation de la crise du capitalisme et le socialisme pour le XXI<sup>ème</sup> siècle

**L**a discussion sur le socialisme pour le XXI<sup>ème</sup> siècle est au cœur de la bataille pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste. La crise globale et mondiale du capitalisme, crise chronique, impose comme un fait politique majeur non seulement l'échec des politiques libérales mais les limites historiques qu'a atteintes aujourd'hui le capitalisme. Au point que les représentants politiques des classes dominantes sont contraints de prétendre à « *refonder le capitalisme* ». Prétentions certes tout aussi ridicules que de vouloir le moraliser mais qui, en retour, mettent au centre du débat public la question de savoir si le capitalisme peut représenter l'avenir de l'humanité. Les classes dominantes viennent de subir une première défaite, le capitalisme n'est plus l'horizon indépassable. Une bataille s'engage non pour refonder le capitalisme mais bien pour refonder l'actualité du socialisme ou du communisme et de l'indispensable transformation révolutionnaire pour y parvenir.

Les idéologues des classes dominantes ont mené leur offensive au nom de deux contrevérités : le capitalisme comme horizon indépassable, la « *fin de l'histoire* », et aussi la fin de la classe ouvrière. Ces deux contrevérités sont démenties par l'évolution même de la société. La nouvelle phase de développement, financière et spéculative, du capitalisme débouche sur une crise historique. Dans le même temps, la classe des producteurs, la classe ouvrière a conquis une place de plus en plus grande dans l'économie mondiale, expression et aboutissement d'un ensemble de progrès qui donnent une base matérielle, et aussi culturelle, nouvelle au projet de transformation révolutionnaire de la société. La confrontation de ces deux faits dominants de l'évolution sociale conclut à la possibilité et à la nécessité du socialisme. Voilà bien le fond de la discussion.

Il ne suffit pas de l'affirmer, il s'agit de le démontrer, de façon pratique et concrète, à partir de l'expérience de la vie quotidienne, en répondant aux questions que chacun se pose. Qu'est-ce qui aujourd'hui refonde ce projet, lui donne sa légitimité ? Pourquoi, alors que les luttes d'émancipation ont échoué jusqu'à nos jours à transformer le monde pour en finir avec l'oppression, serait-il possible aujourd'hui d'affirmer la réalisation du socialisme comme perspective actuelle pour notre époque ? Pourquoi le mouvement socialiste et communiste a-t-il échoué ? Pourquoi les régimes qui se sont revendiqués de lui ont-ils été des régimes totalitaires ? Quelles transformations sociales, politiques fondent l'actualité de la perspective socialiste, peuvent accréditer l'idée que cette perspective n'est pas une utopie ? Et cette discussion ne conduit-elle pas à revoir nos propres conceptions façonnées par le passé ?

Notre projet a été mis à mal par l'histoire, les défaites et les échecs et surtout les impostures, les trahisons, les caricatures, il nous faut repenser sa continuité, sa modernité.

### Le passé ne condamne pas l'avenir...

Si le socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle s'inscrit pleinement dans la continuité des luttes d'émancipation du mouvement ouvrier, il sera aussi nécessairement en rupture avec ce passé parce que le monde a changé, parce que les conditions objectives de la réalisation du socialisme ont considérablement mûri. Il ne s'agit pas de reconstruire la gauche, le PS ou le PC, même à leurs origines mais bien de construire un mouvement qui

donnera aux idées du socialisme, du communisme, toute leur dimension émancipatrice de démocratie et de liberté, dont les luttes antérieures étaient une anticipation, à un niveau bien supérieur.

Où le socialisme prendra un contenu infiniment plus riche correspondant à la société moderne ou il sera remis au musée de l'histoire. Ce qui veut dire que poser la question du socialisme pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, c'est penser les conditions de sa réalisation tant objectives, niveau du développement social, que subjectives, l'émergence d'une conscience au sein des classes opprimées, du monde du travail, de la nécessité et de la possibilité de cette réalisation. Cela renvoie à une réévaluation critique des luttes passées, des contraintes objectives auxquelles elles se sont heurtées, sur lesquelles elles se sont brisées pour, dans une même critique, adapter nos idées aux conditions modernes de la lutte en les émancipant radicalement des partis de la gauche faillis.

Nous ne pouvons donc éviter de faire un détour par le passé parce que ce passé a façonné le monde moderne comme le mouvement ouvrier, son niveau d'organisation et ses conceptions, les nôtres aussi qu'il est indispensable de soumettre à la critique.

## **Le socialisme ou le dépassement révolutionnaire des contradictions du capitalisme**

Cette discussion renvoie au contenu du socialisme. Il se définit non comme une utopie ou un modèle mais bien comme une perspective incluse dans le développement des sociétés humaines, des sciences, des techniques et des rapports sociaux qui s'organisent autour de la production et de l'échange, la répartition des richesses. Le socialisme peut se définir comme le dépassement révolutionnaire de la contradiction entre socialisation des moyens de production et l'appropriation privée capitaliste grâce à la conquête du pouvoir, de la démocratie par les travailleurs eux-mêmes pour en finir avec la domination de la classe capitaliste par la socialisation, l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

Si cette perspective apparaît dès le développement de la société bourgeoise au XIX<sup>ème</sup> siècle et les débuts du mouvement ouvrier, ce qui fonde le marxisme, la maturité des conditions tant objectives que subjectives de sa réalisation ne sont pas données toutes faites, elles se construisent par le travail humain à travers les luttes de classes et obéissent à un long processus, « *la révolution en permanence* », dont les matérialistes ne sont nullement en mesure de prédire ni les rythmes ni les étapes. Le volontarisme de l'action, de la lutte anticipe sur les possibilités objectives de l'émancipation humaine et impose, à chaque nouvelle étape, un travail critique sur les conceptions, les illusions qui animaient cette volonté d'action pour donner aux idées un contenu correspondant aux évolutions du monde.

## **Evolution du mouvement ouvrier et de ses conceptions**

Le mouvement socialiste s'est trouvé confronté à une telle situation à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que le capitalisme connaissait un moment charnière de son développement, la mondialisation impérialiste, passant du capitalisme de libre concurrence au capitalisme des monopoles et des trusts en lutte pour le partage du monde. Engels, en 1895, jetant un regard critique sur la première phase de l'histoire du mouvement communiste qui va de 1848 à la Commune de Paris, écrit : « *L'état du développement économique était alors bien loin d'être mûr pour la suppression de la production capitaliste* » et il ajoute : « *Mais l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion. Elle est encore allée plus loin : elle n'a pas seulement dissipé notre erreur d'alors, elle a également bouleversé totalement les conditions dans lesquelles le prolétariat doit combattre* ». Et de développer les nouvelles tâches de la social-démocratie. La lutte des barricades, l'action d'une minorité dont Blanqui fut l'héroïque symbole, sont dépassées. Il s'agit d'utiliser les conquêtes démocratiques, dont le suffrage universel, pour gagner les masses à leur propre avenir afin quelles en deviennent les actrices. La révolution moderne dont la prolétariat est l'acteur ne sera pas comme les révolutions passées une révolution d'une minorité mais bien celle de la majorité de la population, et suppose un haut niveau d'éducation et de conscience... La nouvelle période qui s'ouvrait vit un développement considérable du mouvement ouvrier qui débouchera sur la gigantesque confrontation du XX<sup>ème</sup> siècle, époque de guerres et de révolutions qui bouleversèrent le monde.

Nous vivons un nouveau moment charnière dans le développement capitaliste, celui de la mondialisation libérale et impérialiste, et nous avons besoin de ce même regard critique sur le passé, nos propres conceptions, dans le même temps que nous devons saisir les profonds changements des conditions mêmes des luttes d'émancipation pour paraphraser Engels.

## La longue marche vers le socialisme...

Quant au fond, l'échec des mouvements d'émancipation renvoie à l'immaturité des conditions objectives, terrain sur lequel se construit la conscience des opprimés. La révolution n'a réussi à triompher que dans un pays où les tâches du socialisme se présentaient alors que les transformations bourgeoises n'y étaient qu'à peine entamées. C'est cette contradiction qui a produit la bureaucratie contre-révolutionnaire, l'étranglement de la révolution sans que la vague révolutionnaire qui secoua alors l'Europe ait la force ne serait-ce que d'arrêter le cours de la réaction. Le prolétariat des pays avancés, impérialistes restait, de fait, prisonnier de la politique des classes dominantes impérialistes qui accumulaient d'immenses richesses par le pillage des colonies dont elles redistribuaient une part pour acheter la paix sociale. La vague révolutionnaire qui a suivi la deuxième guerre mondiale et devait mettre fin à ce pillage colonial, les luttes d'émancipation nationale, ne furent pas dirigées par la classe ouvrière trop faible encore dans ces pays et ne purent déboucher sur une contestation de la domination des classes capitalistes dont ne voulait d'ailleurs pas la bureaucratie moscovite. Certes, souvent elles se revendiquèrent du drapeau du communisme, mais c'était celui de la bureaucratie pas celui de la lutte internationaliste des travailleurs.

De fait, la volonté des peuples, leur révolte, leur travail pour sortir de l'oppression coloniale, construire des nations indépendantes laissait au capitalisme un vaste champ de développement qui s'est opéré à travers la mondialisation libérale et impérialiste. La réintégration de l'ex-URSS dans le marché capitaliste mondial dans le même temps que les vieux pays opprimés y conquerraient une nouvelle place ont ouvert une nouvelle phase de développement capitaliste, mais sur des bases nouvelles, des rapports de force bouleversés, des progrès scientifiques et techniques considérables, une conscience, une culture infiniment plus élevées, plus modernes.

L'on ne saurait limiter le bilan de ces tentatives révolutionnaires à un simple échec. Elles sont l'expression des forces qui ont travaillé en profondeur la société et elles ont puissamment contribué à transformer le monde même si elle n'ont pu en finir avec les classes dominantes capitalistes qui aujourd'hui en tirent les bénéfices au mépris le plus total de l'avenir de l'humanité et de la planète.

## Prolonger la courbe du mouvement d'émancipation

Penser le socialisme du XXIème siècle, c'est prolonger la courbe de la lutte des travailleurs et des peuples pour leur émancipation parallèlement et en compétition avec la courbe du développement capitaliste pour en dégager une résultante, la voie de développement de l'humanité à laquelle nous entendons participer, travailler.

La mondialisation bouleverse les conditions d'existence et de lutte des travailleurs et des opprimés sur l'ensemble de la planète en mondialisant le rapport d'exploitation capitaliste, en mettant les travailleurs en concurrence à l'échelle internationale par la prolétarianisation de millions de paysans pauvres ou sans-terre. Elle porte à un paroxysme la contradiction entre socialisation, globalisation de la production et appropriation privée capitaliste, sous la forme de l'appropriation financière de plus en plus détachée de la production elle-même, de plus en plus parasitaire et, en pillant les ressources naturelles, crée une crise écologique véritable menace pour la planète elle-même.

La mondialisation débouche sur une crise globalisée des classes dominantes, de leur système de domination, de leur pouvoir dans le même temps qu'elle crée les conditions pour résoudre cette crise, la dépasser.

Cette exacerbation se manifeste concrètement dans le développement d'une nouvelle classe ouvrière mondiale appelée à jouer un rôle social et politique de plus en plus grand. L'internationalisme n'est pas une proclamation mais bien une politique exprimant les intérêts de la classe ouvrière qui ne peut se penser comme une lutte nationale. Elle prend racine dans ce nouveau développement de la classe des exploités ainsi que dans l'interdépendance croissante de la production organisée à l'échelle mondiale et le développement des échanges et du commerce.

La mise en concurrence des salariés sur le marché mondial concourt à saper les bases du réformisme en remettant en cause les surprofits que les grandes puissances impérialistes tiraient de l'exploitation des peuples coloniaux et redistribuaient pour une part à une fraction de leur propre classe ouvrière.

La mondialisation tend à saper les bases de domination de la propriété privée capitaliste en sapant les bases de la démocratie parlementaire et en fragilisant les Etats nationaux et crée ainsi les conditions



objectives d'une transformation internationale de la société, conditions qui n'existaient pas jusqu'alors, du moins à ce niveau.

L'exacerbation des rapports d'exploitation fait de toute question sociale une question politique qui pose la question du pouvoir, de la démocratie, alors que la dictature de la finance étouffe toute possibilité démocratique à l'opposé de ce que prétendent les apologistes du système. Elle fait de la perspective socialiste la question clé au centre des débats sur l'avenir de la société, de l'humanité comme de la planète elle-même.

Les immenses progrès accomplis sur le plan en particulier des moyens de communication, d'information, de débats non seulement créent les conditions matérielles et culturelles d'un développement de la démocratie sans précédent mais ils en nourrissent le besoin, l'exigence.

## La pensée révolutionnaire ne peut être que critique

Prendre en compte ces bouleversements et ces transformations nous oblige à poser un regard critique sur nos propres conceptions qui ont été façonnées par l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle, sur nos erreurs aussi. Les idées deviennent une force capable de bouleverser le monde quand les masses s'en emparent, si ces idées, autrement dit, sont la juste expression des rapports sociaux, de leur évolution comme des besoins des masses exploitées et opprimées. Elaborer ces idées, celles du socialisme pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, suppose une pleine liberté de penser dégagée de tous préjugés, en particulier libre vis-à-vis du passé, tournée vers la jeunesse. C'est en cela d'ailleurs que le travail de fondation d'un nouveau parti ne saurait se confondre avec la volonté de relooker la Ligue ou de perpétuer tel ou tel petit groupes. Il s'agit bien de fonder un nouveau parti porteur d'une projet pour le XXI<sup>ème</sup> siècle. Sans rien renier de nos combats passés, bien au contraire, nous devons les intégrer dans une réalité et des possibilités nouvelles.

La longue période d'isolement du mouvement révolutionnaire, sa marginalisation ont développé durant la période qui a suivi Mai 68 des défauts, conséquence du manque de liens avec le monde du travail. Dans l'impossibilité d'agir pratiquement sur le cours des choses, les révolutionnaires, ceux que l'on appelait les gauchistes, étaient trop souvent contraints de se limiter à une attitude propagandiste voire de donneurs de conseil. Dénonçant les reniements et les trahisons pour dire ce qu'il aurait fallu ou ce qu'il faudrait faire, les gauchistes passaient pour des donneurs de leçons, des moralistes voire des dogmatiques qui auraient voulu imposer au monde leur modèle de société ou un schéma révolutionnaire tout fait. La grande transformation qui s'est engagée est que nous avons su plonger nos critiques dans la réalité même du capitalisme, de ce que vivent les travailleurs, la population, de leurs espoirs et de leurs luttes. C'est ce qu'ont su faire Arlette Laguiller et Lutte ouvrière et qui a fait leur succès en 1995, ce qu'a su faire ensuite Olivier Besancenot et la LCR et qui explique notre succès, la sympathie que nous suscitons. Il nous faut approfondir cette évolution.

A défaut d'intervenir pratiquement dans la lutte de classe, les gauchistes allaient chercher la force de leur combat minoritaire dans la mythification du passé révolutionnaire invoquant un dogme révolutionnaire léniniste face au stalinisme. Des idées et raisonnements datant des années trente étaient, trop souvent, repris sans esprit critique, transformées en schéma dogmatique : le capitalisme n'est plus capable de développer les forces productives, il conduit à une catastrophe, un enchaînement dominé par le mythe de la crise de 29 et à la conviction de l'imminence de la révolution trop souvent pensée et imaginée hors de la maturité réelle des rapports de force et des consciences. « *La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction prolétarienne* » écrivait Trotsky dans le *Programme de transition* à la veille de la seconde guerre mondiale. Cette idée juste et féconde fondait le travail de construction de la IV<sup>ème</sup> internationale et accusait la responsabilité du stalinisme. Elle n'exprimait cependant déjà qu'une part de la réalité, ce dont Trotsky avait bien conscience. Elle devint après la guerre et le triomphe du stalinisme allié à l'impérialisme une formule, de fait, dépassée. Elle n'avait d'autre contenu pratique que d'armer le volontarisme militant des petits groupes que nous étions. A défaut de pouvoir prendre un contenu pratique dans l'activité de masse, d'y trouver sa force, elle s'armait d'une idéalisation dogmatique du passé, du léninisme, du parti bolchevique, du trotskisme lui-même pour accoucher de bien des caricatures durant la période d'après 68.

Face au pacifisme de la bureaucratie défendant son statu quo avec l'impérialisme, se développait l'apologie de la lutte armée. La révolution bien plus qu'un processus démocratique d'émancipation des opprimés par eux-mêmes devenait essentiellement la lutte armée, la guérilla se substituant à l'action collective et consciente de la classe ouvrière. Les cerveaux étaient dominée par l'illusion qu'une minorité agissante pour pouvait mettre le feu dans la plaine...

Le socialisme se résumait à l'Etatisme des moyens de production, celle-ci devenant le critère dominant indépendamment de qui dirigeait et contrôlait la marche de l'économie, au nom de quels intérêts. Le tout

s'accompagnait d'une caricature de bolchevisme faisant du parti une phalange unie par le centralisme démocratique, direction des masses mais qui ne se pensait pas comme l'expression organisée du niveau de conscience des masses elles-mêmes.

Cependant quelles qu'aient été les erreurs du mouvement gauchiste d'après 68, il avait raison ! Nous tentions de faire l'histoire dans des rapports de force que celle-ci nous imposait et il était bien difficile d'élever notre propre pensée au dessus de la réalité de notre propre activité, de celle de la classe ouvrière elle-même, des réels rapports de force.

Aujourd'hui, fidèles à nous-mêmes et à notre combat à sa continuité, il nous faut dépasser ces limites pour prendre la mesure des bouleversements qui ont eu lieu et ont « *également bouleversé totalement les conditions dans lesquelles le prolétariat doit combattre* » pour reprendre la phrase d'Engels en 1895.

## Penser au quotidien la lutte de classe pour le socialisme

Ce bouleversement des conditions des luttes d'émancipation impose à tous ceux qui entendent faire vivre le socialisme au quotidien non de l'inventer ou de le réinventer mais d'intégrer ces transformations dans leurs propres raisonnements, d'adapter leur conception aux conditions nouvelles de la lutte.

Il nous faut reconstruire notre propre compréhension du socialisme comme un processus démocratique et révolutionnaire d'émancipation des opprimés par eux-mêmes à partir de leurs conditions réelle d'existence, mettre la liberté au cœur de notre projet. Loin de mettre de l'eau dans notre vin, il s'agit bien au contraire d'être plus radical, plus démocratique, plus révolutionnaire, c'est-à-dire au cœur du monde du travail et de ses luttes là où se forge une nouvelle conscience socialiste moderne.

Cette nouvelle conscience intègre les leçons des faillites, trahisons et reniements des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier :

- a. les luttes d'émancipation sont, par leur nature même, internationales, et la conscience de ce fait, c'est l'internationalisme en opposition à toute politique nationaliste.
- b. l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, la démocratie est l'instrument et la conquête indispensable des mobilisations, instrument et objectif. Ce n'est pas une démocratie limitée au cadre institutionnel bourgeois alors que l'argent détient le contrôle de toute la vie sociale. C'est une démocratie pour et par les travailleurs, une démocratie par en bas, révolutionnaire en rupture avec le pouvoir économique et politique des classes capitalistes. Le socialisme, c'est d'abord l'intervention consciente des exploités pour changer eux-mêmes leur condition de vie.
- c. La démocratie, le pouvoir, est l'instrument des exploités eux-mêmes pour l'expropriation des expropriateurs, l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, la planification démocratique vers la fin du salariat, de l'exploitation et de la société de classe, la fin de l'Etat pour que l'administration des hommes cède la place à l'administration des choses en harmonie avec la nature donc avec l'humanité elle-même.

Cette perspective n'est pas une utopie mais bien le rêve concret de nos luttes quotidiennes, la philosophie qui nous anime. Construire un parti instrument de sa réalisation, c'est mettre le socialisme au quotidien, intégrer l'ensemble de notre activité dans cette perspective. Quel que soit le terrain de notre intervention, l'entreprise, le syndicat, le quartier, l'association, les élections voir les institutions partout nous voulons œuvrer à la construction d'une conscience moderne, collective, démocratique, révolutionnaire, socialiste.

**Yvan Lemaitre**

[Retour au sommaire](#)

Si **débatmilitant** te plait, n'hésite pas à le diffuser  
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,  
propose leur de s'abonner...